

PRÉFET DU VAL-D'OISE

PRÉFECTURE

CABINET

## ARRÊTÉ N° 2018-858

### **réglementant temporairement l'achat et le transport d'acide et de tous produits inflammables et chimiques dans le département du Val-d'Oise**

**Le préfet du Val-d'Oise,  
Officier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite**

**Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2512-13, L. 2512-17 et L. 2521-3 ;

**Vu** le code pénal, notamment ses articles 322-5 et 322-11-1 ;

**Vu** le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L.122-1, L.122-2, L.742-7 ;

**Vu** la loi n° 2017-1510 du 30 octobre 2017 renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements, notamment ses articles 72 et 73 ;

**Vu** le décret du Président de la République du 14 avril 2016, nommant Jean-Yves LATOURNERIE, préfet du Val-d'Oise ;

**Considérant** les risques de troubles graves à l'ordre public provoqués par la multiplication des usages détournés de l'acide ainsi que de tous produits inflammables et chimiques, notamment à l'encontre des forces de l'ordre, des véhicules et des biens publics, dans le cadre des mouvements des lycéens et des « gilets jaunes » dans le département ;

**Considérant** la nécessité de prévenir ces désordres par des mesures adaptées et limitées dans le temps ;

**Considérant**, en outre, le niveau élevé de la menace terroriste qui a conduit le parlement à renforcer les mesures relatives à la sécurité intérieure, et à la lutte contre le terrorisme ;

**Considérant** que ce contexte mobilise les forces de sécurité intérieure pour assurer la sécurisation générale de la région d'Île-de-France et que, dès lors, elles ne sauraient être distraites de cette mission prioritaire ;

Sur proposition du directeur de cabinet,

**ARRÊTE :**

**Article 1<sup>er</sup>** - La vente et le transport d'acide ainsi que de tous produits inflammables et chimiques sont interdits du vendredi 7 décembre 2018 à dix-huit heures (18h00) au lundi 10 décembre 2018 à midi (12h00), dans toutes les communes du Val-d'Oise.

**Article 2** - Le secrétaire général du Val-d'Oise, le sous-préfet d'Argenteuil, le sous-préfet de Sarcelles, les maires du département, le directeur territorial des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi, la directrice départementale de la protection des populations, le directeur départemental de la sécurité publique, le commandant le groupement de gendarmerie départementale, le commandant de la compagnie républicaine de sécurité n° 7, le directeur départemental de la police aux frontières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'État et affiché dans toutes les mairies des communes du département.

Fait à Cergy-Pontoise, le 6 décembre 2018

Le préfet,

Pour le Préfet,  
Le Sous-Préfet, Directeur de cabinet

  
Philippe BRUGNOT

**Délais et voies de recours**

Dans le délai de deux mois à compter de la réception de sa notification, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif.

Dans ce même délai de deux mois, il peut :

- . soit faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet du Val d'Oise ;
- . soit faire l'objet d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'Intérieur

L'exercice d'un seul des recours gracieux ou hiérarchique prorroge la possibilité de saisir le tribunal administratif dans le délai de deux mois.